

Élections CNU 2007

Pour défendre l'université de service public, promouvoir l'unité des missions diversifiées d'enseignement supérieur et de recherche et en leur sein le statut d'enseignant chercheur, votre déroulement de carrière : VOTEZ SNESUP

À partir du 17 septembre, vous allez élire vos représentants au Conseil National des Universités (CNU). Il s'agit d'un vote par correspondance qui doit parvenir au Ministère au plus tard le 16 octobre à 12 heures.

L'enseignement supérieur est dans la tourmente d'une loi « autonomie renforcée » qui vise à faire exploser les cadrages nationaux des formations, des missions des établissements, des statuts et conditions de travail des enseignants-chercheurs. Ces dispositions aggravent les effets du pacte recherche (avril 2006) qui a mis en place l'Agence de l'Évaluation et de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES) dirigée exclusivement par des personnes nommées. Le SNESUP, ses élus s'opposent à ces logiques ; ils se sont mobilisés pour défendre, au sein des sections du CNU, dans la CP-CNU et au-delà, la conception « service public » de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour faire entendre les revendications en matière d'emploi, de recrutement, de carrières.

Une composition plurielle des listes SNESUP

Le SNESUP propose à votre suffrage des listes plurielles qui couvrent les différents champs de recherche, thématiques et écoles de pensée. Implication militante, féminisation et présence de toutes les générations sont des critères que le SNESUP revendique. Répartition géographique des lieux d'exercice et relève conséquente dans les candidatures afin de permettre une meilleure prise en compte des réalités du terrain et un renouvellement des débats tout en préservant la mémoire du CNU grâce aux candidats élus sortants qui se représentent. Les candidats proposés ou soutenus par le SNESUP défendront avec fermeté vos revendications générales et vos dossiers individuels.

Un fonctionnement transparent et démocratique

Voter pour les listes SNESUP, c'est faire le choix que toutes les missions du statut d'enseignant chercheur soient reconnues : recherche envisagée dans la pluralité de ses formes et de ses écoles de pensée ; enseignement et responsabilités collectives à tous les niveaux, qu'elles soient scientifiques, pédagogiques ou administratives.

Les élus présentés ou soutenus par le SNESUP veilleront à ce que les conditions particulières rencontrées par les candidats pour leurs diverses activités, notamment dans les établissements délocalisés, les IUP, IUT et IUFM soient prises en compte. Ils feront en sorte que les règles de l'éthique soient respectées. Enfin, ils s'attacheront à la défense des disciplines et axes disciplinaires remis en cause par des décisions politiques fondées sur l'utilitarisme des formations et la gestion de la pénurie tout en veillant aux nécessaires ouvertures et évolutions des disciplines.

Les élus examineront les candidatures à la qualification en fonction de leurs seuls travaux et activités, sans que la décision soit subordonnée au nombre d'emplois mis au concours.

Ils agiront pour que les promotions accordées par le CNU soient réellement permises à tout collègue assurant normalement ses missions, pour qu'elles aient un impact maximal sur la rémunération et la retraite des intéressés. Ils veilleront à s'opposer à l'autopromotion abusive des membres de la section. Ils œuvreront pour que les activités professionnelles antérieures au recrutement des enseignants chercheurs soient prises en compte dans le déroulement de leur carrière. Le SNESUP réclame une augmentation du nombre de Congés pour Recherche et Conversions Thématiques.

Les élus proposeront la mise en débat des critères d'appréciation des dossiers et les feront connaître dans leur section. Ils seront à la disposition des candidats pour des conseils et des informations dans le respect de la confidentialité des débats. Ils communiqueront les résultats des sessions de promotion et rédigeront des comptes rendus.

Pour le développement des STAPS et la défense des personnels

En cohérence avec notre activité au sein de la 74^e section du CNU (*cf.* Bilan annuel publié), nous poursuivrons notre engagement à défendre un les principes fondamentaux suivants :

- transparence des critères d'évaluation sans surenchère (quantitatif- qualitatif) ni discrimination de champs (SHS versus SVS) et de supports de publications (livre, chapitre, brevet, revue électronique, etc.),
- droit à exercer toutes les facettes du métier et la reconnaissance de l'ensemble des missions des enseignant-chercheurs (recherche, enseignement, administration) :
- équité de l'accès féminin-masculin aux carrières :
- gestion nationale et paritaire des carrières (qualification, promotion, CRCT) avec un CNU renforcé si ses missions sont élargies (PEDR, évaluation publiant-non publiant ...).

Dans un contexte de désengagement de l'Etat, de recomposition des structures et d'évolution des modalités de fonctionnement et de financement, il nous paraît décisif de renforcer l'unité des STAPS et de lutter contre l'éclatement ou les discriminations scientifiques dans la 74^e section. Aussi, au sein de notre section, de la Conférence des Présidents de CNU (créée sous l'impulsion du SNESUP), et dans toutes les commissions consultatives dans lesquelles siègent des élus syndicaux SNESUP (CNESER, etc.) et de la FSU (CNRS, Commission Nationale des Certifications Professionnelles, etc.), nous militerons :

- pour une relation étroite entre recherche et formation dans les cursus STAPS répondant aux besoins de production de savoirs (pouvoir connaître, comprendre et agir) en phase avec les différents secteurs sociaux d'intervention (santé, éducation, intégration, performance...);
- contre la précarité des doctorants, des moniteurs, des ATER en STAPS, et des personnels liés à la recherche et aux formations ;
- pour un plan d'intégration des enseignants docteurs en poste à l'Université ;
- pour une intégration des IUFM qui donne toute sa place aux cursus et aux métiers de l'enseignement dans les STAPS à l'Université.

Les candidates et candidats A et B présenté(e)s par le SNESUP-FSU s'engagent sur cette motion.